SÉMINAIRE I

TERRITOIRES ET SOCIÉTÉS EUROPÉENNES EN DEVENIR

Quartiers d'habitat social et d'exclusion

notes prises d'après l'exposé de

Didier Lapeyronnie

Pierre Veltz

Ce matin, on a beaucoup insisté sur des thèmes comme la mobilité, l'ouverture des espaces-temps des individus. J'ai pris soin de dire dans mon intervention qu'il y avait en réalité de très grandes inégalités entre les personnes et les groupes de ce point de vue. Cet après-midi, nous allons plutôt parler de ceux dont la mobilité est limitée. Une sociologue a introduit une distinction entre les liens forts et les liens faibles. Nous sommes globalement dans une société de liens faibles, mais il y a des endroits où les liens sociaux sont plus forts. Nous avons demandé à Didier Lapeyronnie, professeur à l'université de Bordeaux, de venir nous parler du travail de terrain qu'il poursuit depuis de nombreuses années dans un certain nombre de territoires du sol français qu'il appelle des « ghettos », bien que ce vocabulaire soit contesté par nombre de gens.

Didier Lapeyronnie

Je vais vous présenter les résultats d'une longue enquête empirique menée dans plusieurs cités françaises. Il s'agit d'abord de cités dans Paris, puis à Bordeaux et, enfin, dans un quartier plus petit auquel je me suis intéressé parce que je cherchais un lieu où les phénomènes de ghetto me semblaient plus facilement compréhensibles : le quartier de Basseau à Angoulême. Je vais donc présenter les observations faites à partir de cette enquête menée dans cet ensemble de quartiers dans trois villes différentes et essayer d'en dégager une sorte de « portrait » du « ghetto » aujourd'hui dans la société française, une sorte d'idéal-type.

Pour comprendre la logique de ce travail, il faut d'abord partir des questions initiales. J'avais beaucoup travaillé avec François Dubet au milieu des années 80 dans les cités de banlieue et j'avais participé à sa grande enquête sur la « galère ». Pour des raisons de hasard, je me suis retrouvé à travailler pour la ville de Paris dans des quartiers sensibles comme la cité de l'Ourcq et la cité Curial, et je suis donc revenu dans des cités de banlieue à peu près vingt ans après ma première enquête. J'ai été frappé par une évolution très perceptible dans l'attitude et le comportement des gens. Quand je plantais mon magnétophone dans les années 80, les gens me parlaient de l'extérieur, de la société française. Ils étaient éventuellement délinquants violents mais ils avaient une attitude qui les amenait vers l'extérieur de la cité. Vingt ans plus tard, ils ne parlaient plus de la société française, ils ne parlaient que de la cité et étaient complètement tournés vers eux-mêmes et vers la situation

qu'ils vivaient. Ils me parlaient éventuellement de la situation internationale, de Bush, de l'Irak et des territoires palestiniens, mais pratiquement plus de la société française. Les aspects revendicatifs ou associatifs semblaient avoir disparu. Je me suis posé la question de savoir comment comprendre cette évolution. En développant cette enquête dans un certain nombre de quartiers, j'ai cherché en particulier un quartier qui pourrait illustrer ces phénomènes de ghettoïsation dans la société française. Ils ne sont pas tous cristallisés partout de la même façon, mais ils sont très marqués dans certains endroits et sont des tendances qui s'observent aujourd'hui un peu partout en France.

Le terme de ghetto suscite toujours de la polémique pour des raisons à la fois idéologiques et empiriques. J'utiliserai le mot au sens de la sociologie américaine classique, qui en fait une définition très descriptive : un ghetto est un lieu urbain où une population est reléguée pour des raisons sociales ou des raisons raciales, ou souvent un mélange des deux. Ce qui caractérise le ghetto, ce n'est pas tellement, en soi, le fait que la population est reléguée, mais le fait qu'elle finit par développer un mode d'organisation sociale qui lui est particulier et qui finit par s'imposer à toute la population qui habite le quartier. Il y a eu des discussions pour savoir si cette définition pouvait s'appliquer partout. La France a beaucoup de points communs avec cette évolution de la société américaine. Quand on lit les grandes enquêtes sociologiques menées dans les années 60 dans les ghettos noirs américains ou dans les ghettos d'immigrés italiens à Boston, les parallèles avec la situation française actuelle sont frappants. Il m'est arrivé de donner à mes étudiants des textes bruts sans préciser où l'enquête avait été menée et ils ont pensé que ces observations avaient été faites dans des cités françaises.

Le deuxième point important est que le ghetto est un monde d'ambivalence. C'est un monde où on s'organise de façon autonome et, la plupart du temps, contre la société environnante. En même temps, les gens cherchent à participer à cette société. C'est un lieu très fermé sur lui-même - qui développe souvent des modes d'organisation qui travaillent à cette fermeture – et en même temps, c'est un lieu d'où les gens essaient de s'échapper et d'aller vers la société extérieure. En outre, alors que c'est un lieu qui tend à se couper de la société extérieure, il est complètement envahi par elle, par ses images, ses institutions, ses normes, par la consommation et par le marché.

C'est aussi un lieu où on rejette de plus en plus violemment les institutions et les normes institutionnelles et, en même temps, dans lequel on est totalement dépendant des institutions pour assurer les fins de mois, la sécurité, la mobilité sociale ou l'entretien des logements. Au fond, c'est un endroit où les gens participent collectivement de la construction de ce mode d'organisation, mais où, individuellement, chacun essaie de s'échapper, de se tirer de là. Pour chaque individu, le ghetto est une cage où on est enfermé, et le fait que ses habitant n'ont pas choisi d'être là revient très souvent, notamment quand ils parlent de logement. En même temps, c'est un cocon : c'est un endroit où on est bien, où on a tendance à revenir, où on est en sécurité. C'est donc en permanence un lieu marqué par une espèce de distorsion entre le rêve extérieur et une réalité intérieure de protection.

Tout ceci est très proche de ce qu'a observé la sociologie américaine des années 50 et 60. Un des thèmes majeurs pour la population dans le ghetto est la difficulté qu'ont les gens à accéder à la réalité. Vivre dans le ghetto, c'est vivre dans un monde où on n'est finalement pas si mal, qui est plutôt un cocon, mais où on n'a pas le sentiment de participer à la vraie vie. Cela met les gens en rage parce qu'ils ont le sentiment que leur vie se déroule sans qu'ils puissent la vivre. Ce qui est tragique, ce n'est pas la pauvreté au sens de la misère, c'est ce sentiment d'avoir un certain nombre de potentialités, d'avoir une capacité de vivre, de ne pas pouvoir réaliser cette vie et de voir passer les jours. C'est fondamental, parce que cela explique cette difficulté majeure qu'ont les gens de ces quartiers avec le monde réel.

I. La société française et les quartiers

Il faut resituer cette analyse dans un certain nombre d'évolutions de la société française. L'histoire des banlieues en France depuis 25 ou 30 ans est une histoire rythmée par des périodes successives assez caractéristiques, chaque période s'ouvrant et se terminant par une vague d'émeutes. Cela commence dans les années 80 avec les émeutes des Minguettes. François Dubet a bien été décrit ce moment du monde de la galère. Pendant cette période, la société de banlieue est extrêmement marquée par l'effondrement du monde ouvrier. Les enquêtes montrent que la référence ouvrière reste très forte dans l'organisation des gens. Une vie associative se développe et il subsiste encore d'assez fortes capacités d'action collective et une assez forte capacité de la population à contrôler son espace.

Le deuxième temps de cette histoire est la fin des années 80 et le début des années 90, marquées par ce que je considère comme un événement capital dans l'histoire sociale française : les émeutes de Vaulx-en-Velin en 1990. Elles sont capitales parce qu'elles arrivent dans ce qui est encore une période de relatif optimisme, dans un quartier qui a massivement bénéficié de la politique de la ville et des aides sociales, et les émeutiers s'en prennent d'ailleurs très directement à tous les signes de la politique de la ville. L'optimisme s'effondre et on entre dans une deuxième période qui est marquée par deux traits : en premier, la référence au travail disparaît au profit d'une référence de plus en plus massive à la consommation. Les gens ne se définissent plus par leur rapport au travail mais par leur capacité ou non d'accéder à un niveau de consommation ; ce qui crée beaucoup de frustrations et qui engendre l'apparition de l'économie délinquante, avec une délinquance de prédation, la montée des trafics et des violences, et les premiers symptômes de bandes de garçons qui s'organisent autour de phénomènes de trafic. Deuxième caractéristique de l'époque, qui est frappante dans les enquêtes et très forte aujourd'hui : la question politique. La population se retrouve dans une période de vide politique, il n'y a pas ou plus d'intervention politique dans les quartiers et la référence ouvrière a totalement disparu. Ce vide politique est fondamental dans le rapport que les gens entretiennent avec les institutions.

La troisième période commence au milieu des années 90. On bascule alors dans ce que je vais décrire aujourd'hui, à savoir les phénomènes de ghettoïsation. Ces phénomènes sont marqués par un certain nombre de caractéristiques.

La première est que, petit à petit, des formes d'organisation spécifiques de certains quartiers se mettent en place, certes autour de l'économie souterraine (mais pas seulement) et de phénomènes néo-communautaires, mais surtout autour d'un mode de vie particulier. C'est une période où la pauvreté augmente très fortement et où on voit monter la violence à l'égard des femmes. Des formes marquées de repli rendent les gens très auto-référentiels. On assiste parfois à des phénomènes de sécession et d'enfermement d'une partie de la population qui cherche à s'organiser pour de « défendre » du monde extérieur.

Si on regarde les évolutions de manière globale, il faut rappeler que pendant toute cette période, la situation sociale des cités de banlieue ne cesse de se dégrader. Le dernier rapport de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (Anru) le confirme. Sur toute la période, les taux de chômage officiels ont été multipliés par deux et ils atteignent 45 - 50% dans certains endroits. Dans les quartiers où j'ai travaillé, d'après nos propres statistiques, parfois 60% de certaines catégories de la population, tous âges confondus, est inactive. On voit fortement augmenter la pauvreté, avec des caractéristiques marquées de comportements de pauvres dans bien des endroits. On le voit quand on regarde les chiffres de l'Anru à travers les taux d'imposition et par le nombre de gens en dessous du seuil de pauvreté, mais on le voit aussi dans les comportements, notamment les comportements alimentaires et les problèmes de santé. Si on prend les chiffres des caries dentaires des enfants dans les écoles primaires, on constate que dans les Zus, aujourd'hui, 50% des enfants ont des caries non

soignées alors que ce taux est de 6% en dehors des ZUS. Les taux d'obésité dans les Zus sont trois fois supérieurs à la moyenne en dehors des Zus et les problèmes oculaires et auditifs y sont deux fois plus importants. S'y ajoutent les retards scolaires et les difficultés de lecture.

La troisième évolution notable est l'augmentation de la distance entre les ZUS et les centres-villes. Les chiffres de l'Île-de-France entre 1984 et 1996 le montrent. Dans Paris intra-muros, le revenu disponible par ménage est de 12% au-dessus de la moyenne régionale en 1984. À la même date, celui de la Seine-Saint-Denis est de 8% en dessous de la moyenne. En 1996, le revenu disponible des ménages à Paris est de 28% au-dessus de la moyenne régionale et celui de la Seine-Saint-Denis est de 30% en dessous. Cet écart n'a cessé d'augmenter. Ce sont des évolutions fortes qu'il faut souligner parce qu'elles pèsent très lourdement, notamment la question de la pauvreté. Le fait d'être en dessous du seuil de pauvreté est très présent dans les enquêtes que j'ai menées. Les gens en parlent beaucoup et, même s'ils refusent de se définir comme des pauvres, ils vivent comme des pauvres.

Il faut rattacher ce constat aux évolutions de la société françaises qui, au cours des trente dernières années, ont pesé sur l'évolution des catégories populaires en général et des ZUS en particulier. Sur les trente dernières années, la société française est devenue plus riche. Plus nous sommes riches, plus nous avons des problèmes de riches, et les ghettos sont des problèmes de sociétés riches. En trente ans, le pouvoir d'achat disponible pour les ménages en France a été multiplié par 2,3 et le nombre de cadres a considérablement augmenté. Ceci a plusieurs conséquences, dont une conséquence immédiate et très directe : ce qui caractérise la richesse, c'est la capacité de choix. Plus on est riche, plus on a de choix. Si on augmente la richesse dans une société, on augmente la capacité de choix des gens. Or plus ils ont de choix, moins il y a de conflits et plus il y a de la distance, avec une société marquée par la ségrégation sociale. Ce n'est pas nouveau. Les riches ont toujours eu leurs quartiers, mais ils étaient moins nombreux au XIX^{ème} siècle, à l'époque où les quartiers ont commencé à se séparer plus nettement dans les villes. Aujourd'hui qu'ils sont plus nombreux, que cette capacité de mettre à distance, de partir ou de choisir a augmenté, que nous fabriquons de la ségrégation, les gens qui se retrouvent dans les cités de banlieue sont ceux qui n'ont pas eu le choix et qui ont le très fort sentiment d'être pris dans la nasse.

La deuxième caractéristique des sociétés riches est que plus nous sommes riches, plus nous cherchons à avoir un « accès direct au travail d'autrui » (comme disent les économistes), ce qui pèse très directement sur la vie des cités. Nous cherchons des produits et des services qui ne sont plus standardisés et qui sont adaptés à notre situation et à nos caractéristiques personnelles. Notre demande de services augmente considérablement, notamment notre demande de services à la personne. Cela a des conséquences négatives et positives. La structure de la consommation s'est considérablement transformé : si, en devenant plus riches, nous avions gardé la même structure de consommation qu'en 1970, la part de l'emploi ouvrier en France serait aujourd'hui de 50% supérieure à ce qu'elle est, et la part des hommes sans diplôme dans l'emploi serait de 66% supérieure. Mais plus nous sommes riches, plus nous exigeons un travail au contenu culturel élevé. En gros, nous augmentons le niveau d'habilitation pour participer à la société. Ce sont des choses fondamentales du point de vue de la confiance, parce que nous engageons les gens de moins en moins sur des compétences strictement techniques et de plus en plus sur des compétences culturelles, relationnelles, et avec lesquels nous pouvons développer des formes de confiance. Par exemple, pour des emplois de sidérurgistes ou d'ouvrier à la chaîne, le fait de bien parler français ou pas, d'avoir un voile ou pas ne fait aucune différence. Mais si on détruit ces emplois et qu'on crée à la place des emplois d'aide à la personne, par exemple les emplois d'assistante maternelle qui ont massivement été créés ces dernières années, on recherche des gens qui inspirent la confiance. J'insiste sur ce point parce que le thème de la confiance est fondamental dans l'enquête que j'ai menée. Il ne cesse de revenir sur le mode « On ne nous fait pas confiance. Dès qu'on sait que je viens de banlieue, je n'ai pas la confiance des gens et j'ai un handicap fondamental. »

La deuxième évolution majeure de la société française est le blocage de la mobilité sociale. Plus nous sommes dans une société où la conscience de classe a disparu, plus les barrières de classe n'ont cessé de se renforcer. La probabilité qu'un fils d'ouvrier progresse socialement est aujourd'hui plus faible qu'elle ne l'était en 1980. La capacité de mobilité, notamment pour les enfants de migrants, s'est affaiblie.

Tout ce que j'ai décrit se greffe sur une troisième évolution, extrêmement importante, la question scolaire. Plus nous sommes riches, plus nous sommes dans une société de la confiance et de la culture, et plus la question scolaire devient centrale. Il est très facile de comprendre pourquoi. Quand on vient d'une famille bourgeoise riche et qu'on en hérite, le fait qu'on ait un diplôme ou non, qu'on soit intelligent ou non ne fait aucune différence. Le statut social peut se transmettre de façon assez facile. Mais si on est architecte ou cadre d'une entreprise, ce qui devient fondamental pour maintenir le statut social, c'est le diplôme et le capital culturel que l'on pourra transformer ou retransformer en statut social. À partir de là, la question scolaire devient fondamentale du point de vue du statut social. L'école est devenue en France un enjeu de lutte des classes féroce dans lequel presque tout est permis, et qui induit fortement la ségrégation. C'est aussi un thème récurrent quand on enquête dans les cités. Les gens critiquent beaucoup la carte scolaire, qui empêche ceux des quartiers pauvres d'aller étudier dans les bons lycées ou les bons établissements. La restriction de l'accès aux grandes écoles est caractéristique de cette évolution. Il y a moins d'enfants d'ouvriers dans les grandes écoles aujourd'hui que dans les années 50.

Pierre Veltz

Il n'y a même plus d'enfants des classes moyennes.

DL

L'accès aux grandes écoles s'est en effet refermé considérablement.

Du point de vue des catégories populaires, les gens vivent cette situation non seulement comme des barrières qui les maintiennent dans leurs espaces, les institutions de la République n'étant plus des systèmes qui permettent de monter ou de sortir des ghettos, mais, en outre, comme des systèmes qui les humilient. Le rejet de l'école est très souvent fondé sur l'idée qu'en faisant endosser aux gens des catégories populaires la responsabilité de l'échec, on a transformé leur destin social en incapacité personnelle. D'où ce sentiment très fort d'être humiliés par le système scolaire.

Une autre évolution me semble fondamentale. Pendant longtemps, pour les catégories populaires en France, l'école et la République ont été vécus comme des systèmes qui étaient leurs et qui permettaient la promotion sociale. Aujourd'hui, ce rapport au système institutionnel a disparu parce qu'il n'y a pas de contrepartie. Même si on travaille bien à l'école, on se fait humilier, même si on a un diplôme, on ne trouvera pas de débouchés correspondants. D'où un rapport de plus en plus hostile au monde institutionnel dans son ensemble, à une République de plus en plus vécue comme une barrière pour maintenir certains du mauvais côté de la vie sociale. Même les services sociaux sont perçus en ces termes. C'est d'autant plus paradoxal que plus la pauvreté augmente, plus les gens rejettent des institutions alors qu'ils dépendent fortement d'elles, jusqu'à être violents vis-à-vis de ceux qui incarnent ces institutions. Je pense que c'est un changement politique considérable qui pèse très lourdement sur les actions qu'on peut mener dans ces quartiers.

Notre équipe a commencé à travailler dans les grandes cités, mais aussi sur des situations assez fréquentes dans les villes moyennes de province très marquées par la ségrégation raciale et sociale et la concentration des difficultés dans certains quartiers. Prenons un exemple qui illustre bien les évolutions générales que je viens d'évoquer dans une agglomération de 120 000 habitants, plutôt

une petite ville. Récemment, un habitant d'une des cités de cette agglomération, me décrivait la situation en disant : « Il y a la ville des blancs et la ville des arabes. » Le centre-ville, appelé le Plateau, est considéré comme la « ville de blancs ». Autour, 2 km plus loin, plusieurs cités ont été construites qui accueillent les populations d'origine immigrée. Entre ces cités et le centre, le système de bus fonctionne tant bien que mal. Ces derniers temps, comme les bus ont été caillassés, il n'y avait même plus. Ils étaient en grève.

Le quartier lui-même regroupe à peu près 800 familles, dont près de 50% sont maghrébines et 10% d'Africains subsahariens. (compte-tenu de la taille des familles, on peut estimer la population maghrébine à 60%). Les 40% restants sont des familles blanches. Pour partie il y a ce qu'on appelle dans le quartier les cassos ou les torchés : des blancs généralement totalement dépendants des services sociaux. L'autre partie des ces « blancs » sont des membres de la classe ouvrière puisque la ville fut longtemps une ville industrielle.

D'après nos statistiques, 40 à 50% de la population du quartier est en dessous du seuil de pauvreté. Comme beaucoup d'autres cités, c'est un aussi quartier marqué par des trafics en tout genre. *Grosso modo*, d'après plusieurs témoignages, on peut estimer qu'une centaine de kilos de haschisch passe tous les mois. On observe aussi assez facilement d'autres trafics d'objets divers (vêtements, parfums, hifi, parfois des armes). A cela s'ajoute le travail noir qui passe par les travaux dans le bâtiment, mais aussi la réparation automobile ou parfois même la restauration. La police met une pression très forte sur le quartier. Alors que la population du quartier constitue 7% de la population de la ville, le quartier attire 25 à 30% des interventions policières sur une année d'après la main-courante du commissariat. C'est dire s'il est particulièrement « surveillée » et « sous-pression ». 25% des jeunes hommes entre 18 et 30 ans sont en prison ou y ont été dans les deux dernières années. Tout cela constitue une réalité lourde, avec une violence interne et quotidienne assez forte : le centre social a brûlé en 1998, la MJC du quartier a été taguée, le gymnase en face a été inondé et incendié, un chauffeur de bus s'est fait braquer récemment avec un revolver et les bus se sont fait caillasser.

II. Les comportements et les modes de régulation dans le quartier

Au-delà de ces statistiques sur cet exemple particulier, je voudrais insister sur trois points très caractéristiques des modes de régulation dans les quartiers observés tout au long de cette enquête : le rapport au langage, le rapport au sexe et l'utilisation de la violence pour réguler les rapports sociaux.

Le rapport au langage est très difficile à saisir. Une des caractéristiques des quartiers, chez les jeunes comme chez les adultes, est la théâtralisation des comportements. C'est une observation banale qu'on peut faire à force de vivre dans ce type de situation : les gens sont toujours sur un mode de mise en scène et de théâtralisation, d'exagération, qui fait que, quand on a affaire à eux, on ne sait jamais ce qui est vrai et ce qui est faux. Ils ont un rapport très particulier à ce qu'ils font et disent puisqu'ils ne sont jamais exactement dans ce qu'ils disent ou ce qu'ils font. Ils refusent toujours d'assumer complètement leurs actes ou leurs propos. Les gens peuvent, par exemple, tenir des propos très violemment antisémites. Si on le leur reproche, ils nient avoir dit cela ou affirment que ce n'était pas sérieux. Il en est de même pour les actes de violence. Ils peuvent commettre des actes de violence, et quand on leur demande ce qu'ils font, ils répondent qu'ils s'amusent et que ça n'a pas d'importance.

On rencontre beaucoup ces comportements dans le rapport aux services sociaux. Les gens peuvent mettre en scène les difficultés sociales, la réalité sociale avec une forte exagération, et on ne sait jamais s'ils y croient, ou non. Ils sont obsédés par l'image qu'ils donnent, par la façon dont on les voit et dont on les traite. Très souvent, les juges et les travailleurs sociaux s'arrachent les cheveux parce que les gens disent toujours : « Ce n'est pas moi. Il y a ça qui est arrivé, mais ce n'est pas

complètement moi. » Il y a toujours une distance entre ce qui est public et l'individu, entre ce qu'il dit et fait et ce qu'il est.

Je pense qu'il y a deux raisons à cette situation. La première est que les cités sont un monde où on parle sans arrêt, où tout le monde construit une espèce de fiction collective où chacun va trouver une place plutôt positive. Cela permet d'affirmer une sorte de dignité, d'intégrité, de revendication de respect. Soit on se « victimise », soit on se glorifie de certaines actions, et collectivement, tout le monde est obligé de participer à ce monde. Si on refuse d'y participer, on subit toujours des sanctions qui peuvent être extrêmement violentes, des menaces ou des fortes pressions. De cette manière se construit dans chaque cité une espèce de discours collectif et de mode de comportement collectif qui s'impose à tout le monde mais dans lequel personne n'est véritablement. L'important est de dire un certain nombre de choses, pas de les croire. Il s'agit d'être présent dans cet univers, mais pas forcément de le penser. Par exemple, beaucoup d'antisémitisme circule dans cet univers, mais cela ne signifie pas pour autant que les gens sont antisémites. Individuellement, ils disent exactement le contraire, que « tout ça, c'est des conneries »… Mais dans la rue, certains peuvent tenir des propos immondes à ce sujet. Tout individu qui déroge à cette construction fictive de la réalité est systématiquement rappelé à l'ordre par le groupe, par les commérages, par l'humour ou par la pression physique.

La deuxième raison est que les gens ont toujours le sentiment que l'image est à leur détriment. Quand vous êtes habitant d'une cité, comme on se méfie *a priori* de vous, tout ce que vous dites peut être retenu contre vous. Les gens considèrent qu'ils ne sont pas les possesseurs et les maîtres de leur image et de leur langage, que les définitions sont imposées par les autres. Dès qu'ils parlent ou agissent, ils sont donc susceptibles d'agir contre eux-mêmes. Ils refusent donc d'être complètement identifiés à ce qu'ils disent et à ce qu'ils font. Dès qu'on plante son magnétophone chez les gens, ils parlent tout de suite de leur image, de l'image qu'on construit d'eux et qui n'est pas eux, et qui fait que chaque fois qu'ils apparaissent dans un univers public, cette image peut être retournée contre eux. Les gens jouent donc sans arrêt de la distance entre ce qu'ils disent et ce qu'ils font, ce qu'ils pensent et ce qu'ils disent, entre ce qu'ils font semblant de penser ou de faire et ce qu'ils pensent réellement. Cela crée des difficultés pour une personne de l'extérieur et donne le sentiment d'être dans un monde très théâtral où on ne sait pas très bien distinguer le vrai du faux. D'une certaine manière, tout ce système sert à masquer sa faiblesse et à se protéger vis-à-vis de l'image extérieure et des pressions extérieures. C'est une caractéristique qu'il faut garder à l'esprit parce que, quand on entre dans la cité, on peut très vite se faire avoir par les discours et par les actes.

Dans ces comportements caractéristiques des cités, le rapport à la sexualité est également central. Dans les ghettos, le fait de savoir à qui appartient le sexe des femmes est une question très importante pour diverses raisons.

La première raison est l'extrême faiblesse des jeunes hommes et des hommes en général sur le plan du marché sexuel et du marché matrimonial. Beaucoup d'hommes ne sont pas épousables pour des raisons de statut social ou de passé (galère, prison) et ont beaucoup de mal à accéder au marché matrimonial ou au marché sexuel parce que la plupart des filles épousables ne veulent pas d'eux. Les cités mettent donc en place des systèmes de contrôle pour essayer de maintenir un marché captif. Cela induit des types de comportements différents chez les hommes et chez les femmes, dont le rapport à la sexualité et au corps est extrêmement différent.

Les hommes sont définis essentiellement par cette position de faiblesse et par ce qui va avec, puisque dans toute société, le racisme a toujours une forte dimension sexuelle. Le racisme, c'est d'abord empêcher une certaine catégorie de la population d'accéder à une catégorie de femmes. Quand on lynchait des Noirs aux Etats-Unis, c'était presque toujours parce qu'on les accusait d'avoir

regardé de trop près ou agressé une femme blanche. La question de la race est donc fondamentale sur ce plan pour les hommes et leur identité masculine. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si la question de l'entrée des boîtes de nuit est si sensible. Leur façon de réagir consiste à projeter la sexualité à l'extérieur et à désexualiser tout ce qui est à l'intérieur. On projette la sexualité dans tout un tas d'éléments externes comme la prostitution ou la pornographie par exemples, que de nombreux jeunes consomment beaucoup. De nombreux jeunes des cités de Bordeaux vont au bordel en Espagne, le plus souvent en groupe. La contrepartie est qu'on désexualise fortement tout ce qui est à l'intérieur de la cité, où toute évocation de la sexualité est strictement interdite. On n'en parle pas, on n'est pas amoureux, aucun affichage de la féminité n'est toléré. On ne voit pas de couple. Frantz Fanon, dans ses textes sur l'homme colonisé, décrit bien ce type de choses. On retrouve, par exemple, une sexualité souvent vécue en groupe : ils vont ensemble dans les bordels, ou bien, quand un homme est en train d'avoir des rapports sexuels, il appelle ses copains sur leur portable pour expliquer ce qu'il est en train de faire. Dans les entretiens et les discussions, cela s'accompagne aussi de fantasmes assez fréquents concernant la plus grande liberté des « femmes blanches » et l'envie de devenir l'amant d'une femme blanche que l'on n'épousera certainement pas. Il y a là quelque chose de l'ordre de la revanche du dominé. Mais, dans le ghetto, tout est interdit. Les hommes ne toléreraient pas une remarque sur une fille qui passe. C'est un peu comme si les filles les plus désirables devaient être les plus inatteignables, à la limite les plus cachées. La conséquence est que, pour ces hommes, toute relation tend à être perçue comme une menace directe sur leur intégrité personnelle. Au fond, ce dont beaucoup rêvent, c'est d'une sexualité sans relations. Pour cette raison, chez certains, la sexualité n'est jamais véritablement envisagée sans une certaine forme de violence et elle va avec un attachement très fort aux rôles sociaux traditionnels. Ces mêmes hommes ont une image très traditionnelle du père, de la mère, de la famille, de ce qu'est un homme et de ce qu'est une femme. Or plus on est attaché à une définition très traditionnelle des rôles sociaux et notamment des rôles familiaux, et plus cela engendre de la violence puisque les gens ne correspondent jamais à l'image traditionnelle du rôle social. Pour les faire rentrer dans cette image, on use de la violence. On frappe une femme pour qu'elle reste une femme, pour qu'elle reste à sa place et pour qu'elle ne devienne pas une personne avec qui on devrait avoir une relation.

Les femmes sont dans la situation inverse. Dans le ghetto, les filles et les femmes souffrent de leur désexualisation. Elles ont une tendance très forte à projeter la sexualité à l'intérieur, à essayer de construire des relations sexuelles et de se réapproprier ou de s'approprier cette sexualité dans un travail de construction personnelle et d'affirmation subjective. Autant les hommes sont dominés par le rapport à l'autre et par la question de la race, autant les femmes sont dominées par le rapport à soi. Elles le disent d'ailleurs très fréquemment, disent « nous les filles » ou « nous les femmes », alors que les hommes ne tiennent jamais ce type de discours. C'est important pour diverses raisons qui tiennent aux comportements qu'on pourra observer. Les femmes ont tendance à construire une vie sexuelle en dehors du quartier où elles vivent et à investir cette vie sexuelle d'une dimension relationnelle très forte qu'elles mettent au service de leur « développement personnel ». Dans tous les témoignages, elles insistent toujours sur la réappropriation du corps et sur les premières expériences. Cela leur donne une capacité réflexive beaucoup plus grande. Au fond, cela les rend beaucoup plus intelligentes. Elles sont moins attachées aux rôles sociaux traditionnels et elles essaient, à travers la sexualité, de construire une sorte d'espace qui soit le leur, pour des raisons qui sont faciles à comprendre. Elles le disent d'ailleurs exactement comme cela : « Entre la petite fille et la mère de famille, il n'y a pas d'espace pour moi. On m'interdit d'exister. » Tout leur travail consiste à construire une sexualité qu'elles vont définir dans le rapport à soi. Cela les rend beaucoup plus réflexives. Pour aller vite, quand on passe de la discussion d'un groupe de garçons à un groupe de filles, on a le sentiment que le niveau intellectuel s'est considérablement élevé, et ce n'est pas qu'une impression.

Il faut aussi insister sur un certain nombre de choses. A l'intérieur des quartiers, ces questions sexuelles deviennent très vite des enjeux sociaux fondamentaux. Les stratégies que j'évoque reposent aussi en grande partie, notamment chez les femmes, sur leurs capacités personnelles : leurs

capacités intellectuelles, mais aussi le capital physique qu'elles ont ou non. Les filles qui n'ont pas de capital physique ont plus souvent tendance à jouer sur des stratégies internes au ghetto. Celles qui ont du capital physique ont tendance à jouer sur des stratégies externes au ghetto parce qu'elles ont la capacité d'en sortir. La raison en est que ce capital physique protège contre le racisme, ce que les garçons font payer aux jolies filles. Quand on sort du ghetto et qu'on est une jolie fille, on est beaucoup moins victime de racisme explicite qu'un jeune garçon ou une fille moins jolie. La mise en valeur ou la construction de la féminité est aussi un moyen d'intégrer le monde social et de sortir du ghetto, ce qui induit des réactions souvent très hostiles de la part de ceux qui sont coincés à l'intérieur du ghetto.

Une des caractéristiques du monde du ghetto est l'effondrement du monde masculin. Pendant notre enquête, nous avons senti en permanence la séparation des sexes, très nette par rapport aux années 80, où il y avait encore une communication. Dans certains centres sociaux, on a placé un rideau au milieu de la salle d'activités : si les femmes y étaient, les hommes n'y entraient pas et réciproquement. Le rideau a permis qu'hommes et femmes y soient en même temps. Au fond, il y a de moins en moins de communication entre les sexes et on a le sentiment que le monopole du sens a été acquis par les femmes.

La troisième caractéristique principale des comportements dans le ghetto est la centralité de la violence. Au préalable, j'aimerais dire qu'on a toujours trop tendance à juger moralement de la violence et à se laisser aveugler par notre condamnation morale sans comprendre à quoi elle sert et comment elle est utilisée. Je crois que la violence dans le monde social est une manière de réguler les relations sociales, de produire du réel et d'imposer la plupart du temps une vue sociale des choses. Je disais tout à l'heure qu'on frappe une femme parce qu'une femme doit rester à sa place de femme, rester dans la définition du rôle qui est le sien et ne pas sortir de ce rôle. Quand les gens expliquent qu'ils ont commis des actes de violence, ils disent la plupart du temps qu'ils l'ont fait « pour remettre quelqu'un à sa place. » Cette violence est omniprésente dans les quartiers, à des degrés divers, dans les échanges, dans la plupart des éléments de la vie quotidienne. Elle n'est pas toujours explicite mais elle est toujours potentielle. La violence verbale est extrêmement forte, même s'il faut se méfier de ce qui est dit puisque la langue du ghetto est une langue à « tons » : ce qui est dit peut prendre des valeurs extrêmement différentes en fonction de qui le dit et du ton qu'on emploie. Mais si on prend les mots bruts, ils peuvent apparaître extrêmement violents à quelqu'un d'extérieur.

Deux éléments sont importants dans cette compréhension de la violence dans la cité. Le premier est que la violence existe dans les familles. C'est un des points qui m'a le plus secoué dans cette enquête. Nous avons fait une centaine d'entretiens avec des adolescents. A peu près 60% d'entre eux ont fait état de violences familiales dans leur enfance ou dans leur entourage immédiat : violence vis-à-vis des femmes et des enfants. La violence interne dans les familles est très souvent sous-estimée et souvent passée sous silence, y compris par les gens qui peuvent la voir ou la subir. C'est tellement devenu évident qu'on ne considère même plus forcément qu'un acte est violent. J'ai par exemple eu un entretien avec une jeune femme qui me parlait de ses parents. Elle m'a dit : « J'ai vite compris que mon père avait la main leste et la gifle rapide. » J'ai demandé pour qui et elle a répondu : « Pour ma mère. » Je n'ai pas relancé, et après un silence, elle a ajouté : « Et quelquefois pour rien ». Je lui ai demandé s'il y avait parfois des raisons pour que son père tape sur sa mère, et il y a eu un silence avant qu'elle ajoute : « Non, mais quelquefois ils se disputent. Et quand ils se disputent, c'est normal que ça finisse par des coups. » Ce que je veux dire par là, c'est que la violence est présente et que gens n'en ont pas forcément une conscience très nette. Ils finissent par trouver cela normal. La violence s'exerce aussi contre les enfants et elle est souvent revendiquée dans ce cas. Le thème de l'éducation des enfants est omniprésent dans les cités, tout comme l'idée que les normes de classes moyenne imposées par les institutions ont délégitimé les gens en tant que parents. Ils se plaignent de ne plus avoir le droit de corriger les enfants parce que, s'ils le font, l'assistante sociale viendra voir ce qu'il se passe, il y aura plainte et ils se heurteront aux institutions.

Le fait de frapper les enfants est donc souvent revendiqué comme une façon de continuer à contrôler leur éducation.

Dans certaines cités, cette violence familiale est aussi liée aux mariages arrangés ou forcés, qui ont fortement augmenté même s'ils ne sont loin d'être dominants. Ils s'expliquent par des raisons diverses qui tiennent notamment à la politique d'immigration et à la fermeture des frontières. Le mariage est souvent la seule manière de faire entrer quelqu'un dans le pays. Nous avons eu pas mal d'entretiens dans des familles où il y avait eu des mariages forcés ou arrangés. La seule véritable inquiétude des jeunes filles qui allaient être mariées était de savoir quand elles allaient prendre des coups, parce qu'il allait de soi, pour elles, qu'avec un « blédard » cela arriverait de toute façon. De ce point de vue, la violence est aussi quelque chose qui, dans le fonctionnement du ghetto, sert à réduire les relations avec l'extérieur.

Le deuxième point important est que la violence est aussi très fréquente dans l'espace public. La logique des embrouilles et fondamentale dans la vie des quartiers. Chaque cité est un monde où on passe son temps à s'embrouiller les uns avec les autres. Souvent, les embrouilles peuvent dégénérer sur des années et entraîner des formes de violence grave. Elles peuvent partir de n'importe quoi. Deux exemples au hasard à partir d'extraits d'entretiens :

- « Je travaillais dans ce quartier depuis trois ans. J'ai toujours essayé de me tenir à distance des embrouilles pour ne pas être happé par la vie du quartier. Mais un jour, en passant devant un groupe de gens que je connaissais depuis deux ans et qui se tenaient près d'une nouvelle voiture, j'ai dit à l'un d'entre eux qu'il avait une belle voiture. Plus tard, cet homme est entré dans mon bureau. Il m'a demandé pourquoi j'avais fait cette remarque sur sa voiture, si je voulais insinuer qu'il l'avait volée. J'ai pu calmer les choses, mais cette histoire aurait pu dégénérer alors qu'elle partait d'une remarque innocente ». Ce récit renvoie aussi à ce que je disais sur la théâtralisation et sur le rôle fondamental de l'image, qui créent tout de suite ce type de situations.
- Le deuxième exemple d'embrouille, qui a fini de façon bien dure, implique deux amis de longue date. « X rentrait en voiture chez lui et a vu Y qui promenait son chien. X a fait un signe de la main à son ami, qui, comme il tenait son chien par la laisse, a fait un simple signe du menton pour répondre. Cela n'a pas plu à Y qui est descendu de voiture et a reproché à son ami de ne pas lui avoir retourné son salut de la même manière. La discussion a dégénéré en dispute et X a pris son revolver et a tué le chien. Son ami a couru chez sa mère, qui est allée se plaindre chez la mère du tireur du comportement de son fils. Les deux familles se sont donc trouvées impliquées dans cette embrouille, ce qui a créé des comportements de solidarité. Des voisins qui n'y étaient pour rien sont à leur tour entrés dans la querelle. »

Les quartiers sont ainsi en permanence le théâtre d'embrouilles de ce type, comme l'a observé aussi Michel Kokoreff. Elles peuvent bien sûr être liées à des phénomènes de trafic ou de concurrence familiale pour savoir qui va épouser qui, mais elles peuvent aussi partir de minuscules incidents et entraîner une sorte de guerre de tous contre tous, avec des clans et des affrontements. Cette violence crée la vie du quartier et fabrique des solidarités. Les gens des quartiers disent même parfois que, quand il y a trop d'embrouilles internes, il faut qu'ils s'embrouillent avec le quartier d'en face pour créer de la solidarité à l'intérieur de leur quartier. Ceci explique un certain nombre de comportements. Les incidents avec les bus partent de la même logique : quelqu'un a une embrouille avec un chauffeur de bus, se fait sortir du bus, et tous ses amis commencent à caillasser les bus en représailles. Les travailleurs sociaux se font aussi très souvent prendre à ce jeu, par exemple à partir d'une remarque comme celle du récit sur la voiture. Le directeur de la MJC d'un des quartiers où nous avons travaillé s'est fait prendre dans une embrouille dont il ne sortira jamais et qui se traduit par des pneus crevés et des insultes à son égard. Et tout cela semble ne jamais finir, comme un cycle sans fin.

III. le mode de fonctionnement du ghetto

J'aimerais mettre l'accent sur trois aspects de ce fonctionnement : le ghetto est un monde de l'interconnaissance, c'est un monde fondé sur la famille et la rue, et c'est un monde très fortement contrôlé socialement.

Tout le monde se connaît dans une cité, même quand il s'agit d'une grosse cité parisienne. Même si les gens ne se connaissent pas directement, ils savent exactement identifier qui est qui. Pour des raisons d'histoire des gens qui sont là depuis longtemps, c'est un monde de liens extrêmement forts. Les gens ne se connaissent pas par leur statut social, comme ça se fait à l'extérieur, ils se connaissent personnellement. C'est très important parce que toute la cité fonctionne pour renforcer ce réseau de connaissances interpersonnelles.

Cette connaissance de chacun a deux conséquences directes. La première est qu'on ne peut pas changer. Si un mauvais élève décide de commencer à bien travailler à l'école, toute la cité va lui rappeler qu'on le connaît comme mauvais élève et qu'on sait quel est son caractère. Cela peut se faire par l'humour, mais aussi éventuellement par la pression physique. Chacun doit rester tel qu'on le connaît personnellement. C'est très important pour les gens parce que cela crée des formes d'attachement extrêmement fortes, qui les empêchent d'aller à l'extérieur. Comme ils le disent souvent, à l'extérieur, ils ont l'impression de n'être plus personne. Une cité est un village où ils sont connus. L'inconvénient est qu'ils ne peuvent changer mais ils y sont bien. Cela explique l'extrême difficulté à sortir de la cité. Récemment, j'ai longuement interrogé un homme de 38 ans, d'origine française, qui vit dans le quartier Basseau et qui est au chômage depuis des années. Par le biais de l'ANPE, on lui avait trouvé un CDI à 30 km d'Angoulême. Au bout de deux mois, il a démissionné et est revenu dans la cité parce qu'il se sentait « en exil ». Il préférait vivre dans cet univers de l'interconnaissance qui le protégeait d'une certaine façon plutôt que de se risquer à l'extérieur, où il avait le sentiment qu'il était méprisé et qu'il n'était plus personne.

Ces relations sont très différentes de celles du monde social dans lequel vivent les classes moyennes, un monde de liens faibles, où les gens connaissent des gens qui ne se connaissent pas entre eux et qui eux-mêmes connaissent des gens qui ne se connaissent pas entre eux. Ce réseau ramifie donc très vite. Le principe d'une cité est celui du lien fort : les gens connaissent des gens qui se connaissent entre eux, ce qui signifie que leur capacité à aller à l'extérieur, notamment pour trouver du travail, est extrêmement faible et réduite. Ce monde de liens forts est un lieu où on est protégé, mais c'est aussi un handicap considérable quand il s'agit d'intégrer le monde social, non seulement parce que c'est psychologiquement difficile, mais aussi parce que les gens n'ont pas les relations et les ressources sociales qui le permettent.

Ce monde est aussi un ordre moral très particulier. Pour les membres des classes moyennes et des classes supérieures qui vivent dans un monde de liens faibles, l'espace urbain est toujours vécu de façon positive parce que c'est un lieu anonyme où ils peuvent bénéficier d'une certaine forme de liberté et où ils sont en sécurité parce que tout le monde partage le même code de civilité. Pour eux, la sécurité dans les grandes villes repose sur l'anonymat et sur une politesse partagée par tous. Les gens des cités ne raisonnent pas du tout dans ces termes. Leur ordre moral n'est pas celui de la civilité ou de la politesse, mais celui de l'interconnaissance. Leur sécurité repose sur l'interconnaissance. Peu importe ce que les autres font en public, l'important est qu'on les connaisse et que leur comportement privé soit stable et acceptable. C'est l'inverse de notre comportement, où on attend des autres qu'ils soient polis en public et où on considère que ce qu'ils font en privé ne nous regarde pas. Il peut en résulter des tensions extrêmement fortes entre les deux populations pour l'occupation de l'espace public, comme on le voit fréquemment à Paris.

Dans ce monde de liens forts, pour qu'il y ait sécurité, il faut que l'information circule. D'où l'importance de la présence de gens dans les cages d'escaliers, qui servent de commères. Il faut, en outre, que ceux qui occupent cet espace public soient des gens que l'on connaît. Les autres sont susceptibles de se faire agresser. À Paris, dans les lieux de mixité sociale, la revendication des classes moyennes est d'avoir de la civilité pour avoir plus de sécurité. Elles n'apprécient pas la présence de jeunes dans les cages d'escaliers, alors que le point de vue de ces jeunes est que ces personnes ne risquent rien puisqu'on les connaît dans le quartier. En revanche, ils veulent qu'on les laisse tranquilles quand ils agressent une personne qui n'est pas du quartier. La définition même de la sécurité est très différente pour les deux populations.

La deuxième caractéristique du fonctionnement du ghetto est liée à l'immigration. Tout ce que j'ai décrit jusqu'ici ne concerne pas spécifiquement des populations immigrées. Mais la présence migrante et la logique migratoire jouent un rôle important dans le fonctionnement du ghetto. Je parle bien de logique migratoire et non de logique culturelle, qui est autre chose. Le ghetto fonctionne, en gros, sur deux espaces sociaux très différenciés, qui sont à la fois très opposés l'un à l'autre et très complémentaires : l'espace familial, avec le poids des familles, et l'espace de la rue, avec son code. C'est là qu'intervient la logique migratoire. Quand on discute avec les enfants de l'immigration, on est frappé, non par la démission des familles dont on entend souvent parler, mais, au contraire, par la surcharge familiale qui pèse sur leurs épaules. C'est très perceptible lors des entretiens. Le thème du sacrifice familial revient très souvent dans leurs récits. L'immigration a été un sacrifice considérable pour leurs parents, qui ont eu une vie difficile, ont subi le racisme, se sont exilés et ont subi un arrachement culturel et affectif très violent. Tout cela a coûté très cher sans qu'il y ait de reconnaissance de la société française, mais tout cela obéit au projet migratoire : le sacrifice des parents ne peut avoir de sens que si leurs enfants réussissent. Pour les enfants, il y a donc toujours surcharge d'un héritage paradoxal qui se traduit par une pression à la réussite, et , en même temps, à la continuité culturelle. Les familles souhaitent que leurs enfants réussissent, mais ne veulent pas qu'ils « vivent comme des blancs ». Cela s'observe en particulier dans le comportement des mères, très ambivalent vis-à-vis des filles : elles les poussent vers l'émancipation et la réussite sociale, et, de temps en temps, elles les tirent en arrière en leur rappelant ce que c'est que d'être une femme.

En même temps qu'ils subissent cette forte pression à la réussite sociale, les jeunes se trouvent placés dans une situation où la réussite sociale est quasiment impossible. Ils se heurtent aux barrages institutionnels et au barrage du marché du travail. Ils sont ainsi pris entre le marteau de l'héritage familial et l'enclume d'une société de plus en plus fermée, qui discrimine et pratique la ségrégation sociale et raciale. Pour échapper à cette situation, ils déploient deux stratégies, qui renvoient en partie à ce que je disais sur la différence entre filles et garçons :

- une stratégie de réussite reposant sur la féminité, la réussite scolaire, qui consiste à coller à la famille et à sauter par-dessus le quartier : les filles qui suivent cette stratégie développent des relations à l'extérieur du quartier tout en se comportant comme la bonne petite fille de la famille à l'intérieur du quartier. Le risque est que cette conduite peut être cassée par la famille qui se rend compte que la réussite scolaire entraînera la rupture avec l'héritage familial.
- Ou une stratégie d'échec qui est aussi très rationnelle. C'est une stratégie cohérente dans la situation que connaissent les garçons, qui évite de courir le risque d'une tentative de réussite dans laquelle ils pourraient être humiliés. Pour maintenir leur dignité, les garçons construisent un espace qui n'est ni la famille, ni la société mais qui est entre les deux, c'est-à-dire le monde de la rue, avec ses normes et ses propres modes de fonctionnement, dans lequel on développe des formes de délinquance et des trafics pour s'assurer d'un certain niveau de vie et d'une certaine réussite.

C'est cette espèce de mécanique qui fait que le ghetto s'organise autour de ces deux espaces que sont la famille et la rue, dont les relations sont ambivalentes.

Enfin, le fonctionnement du ghetto est articulé autour du contrôle social. Le ghetto est un monde de l'interconnaissance structuré par la famille et la rue et sur lequel viennent s'imposer trois formes de contrôles sociaux à la fois concurrentes et complémentaires :

- les contrôles sociaux institutionnels,
- les contrôles sociaux de type néo-communautaire
- le contrôle social du trafic et de l'économie souterraine.

Dans un quartier, le rapport aux institutions est toujours fondamental, ne serait-ce qu'à cause de la dépendance qu'on entretient par rapport à elles pour des raisons de pauvreté ou de déficience personnelle. Le problème est que les institutions imposent un certain nombre de normes tout en plaçant les gens dans un monde qui n'est pas le vrai monde, dans une zone grise qui n'est pas la réalité. Vous voulez un emploi, on vous trouve un stage, vous voulez un logement, on vous trouve un logement HLM. Toutes choses qui permettent de se maintenir mais en dehors de la réalité du marché, de la consommation et de la société extérieure. Il en résulte un sentiment très ambivalent vis-à-vis des institutions, qui ont perdu leur légitimité, qui ne permettent pas aux gens de sortir du quartier et qui les maintiennent dans cette zone grise. Les gens sont donc très souvent en rage contre ces institutions tout en essayant d'en tirer un maximum de profit. Le quartier est en grande partie géré par ce rapport aux services sociaux, par la présence policière, par un rapport conflictuel à la justice et à l'école. Pour les habitants d'un quartier « ghetto », ces institutions sont un monde de blancs, de classes moyennes, qu'ils décrivent souvent dans des termes quasi coloniaux.

La deuxième forme de contrôle social est néo-communautaire. Il n'y a pas vraiment de communauté dans le ghetto. Pour employer le terme d'un interlocuteur, un quartier c'est une « communauté à l'envers ». Il y a souvent dans les familles une très forte référence au bled, à la mosquée et à la religion, qui crée à l'intérieur du quartier une hiérarchie particulière : il y a les pères et les mères, ceux qui ont fait le pèlerinage à la Mecque, qui peuvent intervenir dans les logiques d'embrouille et qui ont une certaine forme d'autorité. Il y a une hiérarchie entre les familles, avec, au sommet, les familles sérieuses avec des filles épousables et des garçons épousables. Cette forme de prestige n'a pas forcément de contenu culturel spécifique, n'organise pas forcément les modes de vie ou les solidarités, mais elle reste forte. La mosquée sert aussi à faire circuler l'information et à imposer le contrôle social sur le comportement des uns et des autres.

Le troisième mode de contrôle social et d'organisation est lié aux divers trafics. Le trafic, qu'il ne faut pas réduire au trafic de drogue, est très important dans certaines cités. Il peut concerner aussi bien des écrans plasma de télévision que des armes ou des vêtements. Parfois, toute une économie souterraine s'est développée. Par exemple, personne n'aurait l'idée d'aller faire réparer sa voiture au garage, puisqu'il existe des « amis » pour le faire. Le ghetto s'organise en grande partie, mais pas seulement, autour de cette économie qui n'est pas seulement celle de la drogue. Cela crée un système de dettes entre les uns et les autres qui renforce les liens forts. On fait réparer sa voiture en échange d'un service à rendre plus tard et on entre dans un système de dons et contre-dons qui est assez lourd parce qu'on est toujours endetté vis-à-vis de quelqu'un. Ce qui fait entrer dans une logique de pressions extrêmement fortes. Notons aussi que pour pouvoir trafiquer, il faut avoir une assise sociale suffisante et la complicité du quartier où l'on réside. Dans certains quartiers près de la moitié des familles peuvent être impliquées, à des degrés divers évidemment, d'une façon ou d'une autre, dans un trafic. Parfois, on a l'impression que tout le monde consomme : dans les discussions et les entretiens, toutes les filles disent acheter leurs jeans de marque ou leurs parfums « tombés du camion ». Tout « trafic » est une activité « collective ». Il faut au moins une complicité tacite de l'ensemble du ghetto pour qu'il puisse exister. Si quelqu'un essaie de trafiquer tout seul, il finira

immanquablement par se faire « expulser » ou « sauter », comme le décrit Sauvadet. La nécessité d'avoir l'accord du quartier suppose qu'il y ait un réseau, ce qui contribue à créer des formes de solidarité et une logique de la pression, et donc un contrôle social fort sur le ghetto.

Ces trois formes de contrôle social sont à la fois concurrentes et complémentaires. Il peut, par exemple, y avoir alliance du trafic et des institutions contre la néo-communauté. Cette alliance n'est pas très difficile à comprendre : parce qu'un dealer a la capacité de mettre la pression, il peut faire engager un membre de sa famille au centre social. De temps en temps, s'il y a trop de pression policière, il peut y avoir une alliance de la néo-communauté et du trafic contre les institutions, ou une alliance des institutions et de la néo-communauté contre le trafic si celui-ci crée trop de difficultés. C'est en quelque sorte un système politique relativement instable et les équilibres se résolvent souvent par des phénomènes de violence.

Il faut bien comprendre que ce que j'ai décrit aujourd'hui est une situation extrêmement cristallisée, qu'on peut retrouver dans un certain nombre de quartiers. Elle ne se cristallise pas au même degré partout, mais je pense que c'est une tendance forte de société que ce phénomène d'organisation sociale spécifique. Mon sentiment est que ceci s'explique essentiellement par le vide politique dans lequel sont placés les gens.

Nicolas Mettra

À combien évaluez-vous le pourcentage de la population française qui vit ainsi ?

DL

Je suis parti du principe de ne pas quantifier. Ce qui m'intéressait, c'était de savoir ce qui relevait du fonctionnement d'un ghetto dans le fonctionnement actuel des cités et dans la conduite de leurs habitants. Ce que je décris, c'est l'aspect ghetto. Aucune cité réelle ne correspond exactement à la caricature du ghetto, à cette sorte d'idéal type construit dans cette enquête. Dans les grandes cités parisiennes, bordelaises ou angoumoises où nous avons travaillé, on trouve ces comportements et ces phénomènes de façon plus ou moins cristallisés. Quand j'en parle avec des acteurs des services sociaux ou des élus de la région parisienne, ils retrouvent certains éléments mais pas tout ce que j'ai décrit. Je pense que c'est une tendance lourde. Quant aux chiffres, les ZUS représentent 10% de la population française, mais toutes les ZUS ne sont pas ghettoïsées au point que j'ai décrit. Je serais plutôt prudent pour donner des chiffres.

Danièle Gay

Vous avez beaucoup parlé des femmes et de leurs stratégies pour sortir du ghetto, mais pas du tout du voile, notamment de l'augmentation du nombre de jeunes femmes qui portent un voile intégral.

DL

C'est un sujet difficile, y compris dans le ghetto. Nous avons travaillé par entretiens, observation participante et discussions collectives. Nous avons organisé de nombreuses discussions et un travail de groupe assez long, notamment avec des jeunes femmes. Très vite, ces questions sont devenues fondamentales et ont engendré des tensions. On sent bien qu'il y a là un enjeu social très fort. Si je m'en tiens à mon terrain, il n'y a pas de voile intégral dans les quartiers où j'ai travaillé. La question du voile est liée à celle de la sexualité que j'évoquais, et pour parler de façon un peu brutale et caricaturale, j'ai repéré deux stratégies : la stratégie de la féminité ou la stratégie du voile. À l'intérieur des groupes avec lesquels nous avons travaillé, une partie des filles étaient voilées. Il y

avait des tensions entre filles voilées et filles non voilées et parfois des propos d'une grande brutalité, du genre : « Dans le quartier, il y a les filles bien et celles qui sont francisées, les putes ».

J'ai volontairement laissé de côté les questions culturelles. J'ai été frappé à quel point les comportements que j'ai observés ressemblent aux comportements décrits par la sociologie américaine des années 50 et 60 dans les ghettos noirs et italiens. Je ne crois donc pas beaucoup au poids culturel en tant que tel et je pense que ce sont des phénomènes liés au monde du ghetto lui-même. Il était flagrant dans l'enquête qu'il y a deux stratégies différentes selon le capital physique des filles : celles qui disposent d'un capital physique vont à l'extérieur et celles qui ne l'ont pas jouent la stratégie familiale interne, d'où leur recours plus fréquent au voile. Dans les discussions collectives, ce sont d'ailleurs les filles qui sont les plus « compréhensives » des trafics internes du ghetto parce que ce sont aussi elles qui ne vont le moins à l'extérieur.

La deuxième remarque que je voudrais faire, et qui est, en revanche, liée à l'héritage migratoire, est que, voilée ou pas, jolie ou pas, toutes les filles ont fait état de leur identité religieuse, avec, pour beaucoup d'entre elles, l'idée que le voile viendrait quand elles seraient plus âgées. Le voile n'est vraiment perçu comme un problème que du point de vue du rapport à l'extérieur, où il attise le racisme. Les gens peuvent être pour le voile à l'extérieur et contre à l'intérieur : cela dépend de la personne à qui on parle et de la façon dont on est perçu. Quelqu'un peut donc se retrouver à défendre le voile vis-à-vis de l'extérieur sans pour autant être pour dans le ghetto. Les deux points importants sont que le voile ne s'explique pas par la culture, du moins du point de vue de sa signification sociale, mais qu'il y a tout de même un héritage culturel fort qui passe par la dimension religieuse.

Marc Censi

Vous n'avez pas abordé le problème religieux, en particulier la présence de l'Islam dans les quartiers de ce genre. Est-ce parce qu'il n'apparaît pas, qu'il n'a pas d'influence ?

DL

Je trouve qu'il y a en France une tendance trop forte à interpréter les situations en termes religieux ou culturels. Je pense que la religion est une dimension importante. Mais je peux expliquer les comportements que j'observe sans avoir recours à l'hypothèse Islam. En outre, je ne vois pas très bien ce que la religion signifie ici, d'autant plus que les comportements liés à l'Islam sont extrêmement variables à l'intérieur du quartier. Pour beaucoup de gens, l'Islam est ce qui permet de sortir de la galère, de retrouver une forme de dignité. Pour d'autres, il a une dimension très néo-communautaire. Le voile non plus n'a pas la même signification pour les uns et pour les autres. En faire un facteur central en soi n'a pas de sens si on ne le met pas en lien avec les phénomènes sociaux. Je pense, notamment, à tout ce que j'ai expliqué sur les femmes. Quand on lit les grandes études sociologiques menées sur les ouvriers d'origine polonaise aux États-Unis, on retrouve exactement les mêmes phénomènes concernant les rapports entre générations, le rapport aux filles, le contrôle des filles et la façon dont on en parle. Il en est de même pour les travaux sociologiques sur les quartiers italiens de Boston des années 50, notamment l'excellent livre de Herbert Gans, *Urban Villagers*. Il décrit les mêmes types de rapports familiaux, les rapports au quartier, les jeunes dans la rue, les trafics, les normes morales qui s'imposent aux filles et la façon dont elles contournent le quartier… Je suis donc très réticent à interpréter ce que j'observe en termes d'Islam, ce qui ne signifie pas que je pense que l'Islam n'existe pas : il existe dans les formes d'identification et souvent dans le raisonnement politique, mais pas dans l'organisation sociale des choses.

Paul Loridant

Je suis maire des Ulis depuis 30 ans. Je m'inscris en faux contre votre raisonnement. Dans ma ville, aux dernières élections municipales, une liste s'est constituée strictement sur la base de l'Islam, avec comme objectif la construction d'une mosquée. Comme elle a obtenu plus de 5% des voix, elle a un élu municipal. Il est trop réducteur de dire que la religion n'interfère pas dans la vie des banlieues. Par ailleurs, à la façon dont vous décrivez les choses, on peut avoir le sentiment qu'on ne peut pas sortir du ghetto. Je ne sais pas ce qu'il en est à Angoulême, mais en Île-de-France, j'ai le sentiment que les choses bougent. Depuis deux mandats, plusieurs jeunes issus de l'immigration siègent au conseil municipal de ma ville. Un certain nombre de jeunes réussissent. Après tout, Thierry Henry est né aux Ulis.

DL

Ce que j'ai essayé de dire est la contrepartie de ce que vous dites. En ce qui concerne la religion, je n'ai jamais dit qu'elle n'avait pas d'importance. Mon propos était d'expliquer un phénomène particulier qui est celui de la formation des ghettos. Je ne crois pas que l'Islam favorise ou ne favorise pas la formation des ghettos. Il peut rigidifier un certain nombre de choses, mais il peut aussi les assouplir dans certaines circonstances. J'ai essayé de montrer qu'on ne comprend pas les phénomènes sociaux des ghettos en les expliquant par l'Islam. En revanche, l'Islam a son importance, notamment en politique. Le développement de l'antisémitisme en 2002-2003 y est par exemple lié, mais il ne structure par l'ensemble des comportements sociaux. Il me semble qu'il peut y avoir une utilisation politique de l'Islam d'autant plus forte que les gens ont le sentiment d'être dans un vide politique. Ils remplissent ce vide par tout et n'importe quoi, notamment en faisant la conjonction entre la persécution que vit l'Islam sur le plan international et leur propre sentiment de persécution dans les quartiers. En ce qui concerne la sortie du ghetto, j'ai parlé vite et j'ai donné une image très carrée des choses. Loin de moi l'idée de faire du misérabilisme. La plupart des gens vivent normalement dans les quartiers. Ils y vivent même heureux. J'essaie toujours d'apprendre à mes étudiants que, quand on est sociologue et qu'on met en marche son magnétophone, les gens se plaignent d'abord, ce qui est normal puisqu'on les écoute. Mais, en règle générale, si on reste assez longtemps et qu'on coupe le magnétophone, si on discute, le tableau devient différent parce que la vie des gens est plus complexe. J'ai simplement voulu décrire un fonctionnement particulier. Les gens peuvent très bien vivre heureux dans ces quartiers et même quand ils sont sous le seuil de pauvreté, ils vivent mieux que les ouvriers dans les années 50. Ils ne passent pas toute leur vie dans les difficultés et les embrouilles. Il faut se garder de tout confondre : la réalité et la complexité des vies individuelles et la réalité d'un mode d'organisation sociale.

Mais pour revenir à ce que vous avez dit, je pense que le ghetto est la contrepartie de la réussite. Il n'y a pas eu de Thierry Henry dans les quartiers que j'ai travaillé. Dans l'un, il y avait un rugbyman célèbre qui joue à Toulouse. La caractéristique est que, dès que les gens du ghetto réussissent un peu et accroissent leur participation sociale, ils s'en vont. C'est aussi en grande partie l'histoire des noirs américains : plus une classe moyenne noire s'est développé, plus on avait en contrepartie des ghettos pour ceux qui ne réussissaient pas. Ce qui est typique, c'est que la population qui reste enfermée dans le ghetto est fière de ceux qui ont réussi tout en ayant le sentiment qu'ils ont trahi le quartier. Bien sûr qu'il est possible de sortir du ghetto. Ce n'est pas un monde fermé, c'est un monde très ambivalent. Mais nous vivons un éclatement des milieux populaires qui fait que ceux qui ont les moyens de partir s'en vont et que les autres se sentent pris dans la nasse.

Yannick Soubien

Votre intervention nous a donné des clés importantes pour une lecture objective des situations de ghetto. Il me semble que vous avez repris et développé les théories sur les processus socio–centriques de shérif : on aurait aujourd'hui des comportements et des règles incontournables dans le ghetto, sans qu'on sache très bien qui les produit et qui les impose. Je suis dans une région où il y a un centre de détention, à Argentan, où on concentre tous ceux que vous avez décrits dans votre exposé. Si on concentre tous ceux qui partagent les mêmes modes de communication parce qu'ils viennent de ghettos, je me demande comment font les surveillants pour le comprendre. Est-ce qu'on n'est pas en train de les empêcher de trouver d'autres modes de communication et de relations pour sortir des situations dans lesquelles ils sont empêtrés ? Quand un jeune sort du centre de détention d'Argentan, il ne peut pas repartir dans son quartier. Mais dans ce cas, que peut-il devenir, sachant qu'il n'a pas construit d'autres modes de communication que ceux que vous avez décrits ?

DL

Je ne sais pas répondre à la question de savoir qui produit les règles. Une des difficultés que j'ai ressenties est que le fonctionnement collectif n'explique pas le fonctionnement individuel et vice-versa. Les gens font collectivement des choses auxquelles ils essaient d'échapper individuellement. Les règles sont élaborées par tout le monde et tout le monde essaie en même temps de s'en tirer. Ce que j'observe, c'est qu'il ne s'agit pas de normes au sens de valeurs, parce que les gens partagent les valeurs de tout le monde, mais de normes au sens cognitif du terme, des modes d'adaptation collective qui font que les choses s'organisent ainsi. On peut par ailleurs avoir des normes et des valeurs qui sont celles de tout le monde : la famille, le travail…

En ce qui concerne votre seconde question, pendant les trois ans qu'a duré notre enquête, dans plusieurs quartiers, une partie des jeunes hommes avec qui nous avons travaillé a eu des ennuis avec la justice. Deux points m'ont beaucoup étonné dans les décisions de justice. Le premier est la question des amendes, énormes, de l'ordre de 80 000 euros, infligées pour des trafics ou des bagarres ou encore des « rebellions ». Evidemment, comme ces jeunes sont chômeurs, la première chose qu'ils font quand ils reviennent dans leur quartier est d'entrer ou de revenir dans les trafics pour payer leur amende. C'est comme si on voulait les enfermer la dedans. La deuxième chose est la logique des interdictions de séjour dans les quartiers qui suivent une peine de prison. Chaque quartier est plein de jeunes sous le coup d'une interdiction de séjour. Mais où voulez-vous qu'ils aillent ? Ces décisions de justice obéissent à une logique assez étrange, puisque les gens n'ont pas les ressources sociales suffisantes pour à la fois payer les amendes et vivre en dehors du quartier. Donc, ils reviennent.

Par ailleurs, il faut noter que la « culture de la prison » a envahi les quartiers. On repère les gens qui ont été assez longuement en prison à leur façon de se comporter : culte du corps et de la culture physique, rapports avec les gens, logiques de solidarité, de clan et de méfiance. Les gens des quartiers eux-mêmes appellent cela la « culture de la prison ». Et c'est logique : la prison ne consiste pas seulement à enfermer un individu. Elle va bien au-delà des murs, elle concerne évidemment les familles et les proches.

Enfin, le lien entre la prison et le ghetto est souvent fort. Le téléphone avec des gens emprisonnés fonctionne plutôt bien. Comme vous l'avez dit, les jeunes venant d'un quartier sont parfois regroupés dans la même prison. Ils y sont entre eux et parlent au téléphone le soir avec leurs amis de la cité. Mais cela ne veut pas dire qu'ils n'en souffrent pas. Ils acquièrent aussi une rage particulière en prison. Ils ont le sentiment que, parce qu'ils sont maghrébins, on n'a pas trop regardé s'ils étaient coupables ou pas, parfois qu'ils étaient condamnés à l'avance. Cela pèse dans la logique du quartier. La gestion curieuse du système judiciaire crée d'ailleurs des formes de solidarité parce que les gens

ont le sentiment que les jeunes sont « victimisés » et parce que, quand il y a une amende, c'est toute la famille qui est pénalisée. Elles doivent payer des avocats et des amendes. Pour des pauvres, c'est souvent exorbitant.

Jean-Gabriel Madinier

Je voudrais insister sur un point que vous avez évoqué : la difficulté d'éduquer les enfants. Je crois qu'il y a un contraste entre la société traditionnelle d'où viennent beaucoup d'immigrés, avec un fort contrôle social, et un monde moderne où il y a beaucoup de promesses de liberté et de consommation mais où il n'est pas évident d'avoir les ressources pour y accéder. Je me demande si le fait que ces familles n'ont pas le capital culturel pour faire face à l'éducation de leurs enfants n'est pas un facteur clé.

Denis Vallance

Pour nous, conseils généraux, face à la perte de crédibilité des institutions, quel positionnement devons-nous avoir dans les prochaines années ? Devons-nous prendre acte de la fatalité de cette perte de crédibilité, sortir de là et passer par des intermédiaires sur place qui sont plus crédibles que nous ? Quelle place tenir entre la fusion et la distance ? Les travailleurs sociaux naviguent toujours entre les deux. Pour les institutions, il est difficile de trouver le bon positionnement tout en respectant les difficultés de ces quartiers.

Question

Quelle forme de police devrait-il y avoir pour ces quartiers ?

Jean-Louis Perrin

Je suis surpris que vous disiez que ces cités sont des lieux vides de politique alors qu'on nous parle depuis vingt ans de politique de la ville, maintenant de mixité sociale, de plan national de rénovation urbaine et de zones franches urbaines. Est-ce à dire que ces politiques n'ont pas eu de résultats ?

Paul Loridant

Je ne suis pas d'accord avec votre conclusion que les décisions judiciaires interdisant aux gens de retourner là où ils ont sévi serait une curieuse idée. Mettez-vous dans la peau de la victime. Trouvez-vous normal que ceux qui ont commis des violences reviennent impunément dans le quartier ?

DL

Vous me prêtez des conclusions que je n'ai pas. Une grande partie de l'enquête a consisté à s'interroger aussi sur ces questions. Je n'ai pas de solution. Je dis simplement que les situations sont très ambivalentes. Dans notre enquête, une victime d'agression que nous avons interrogée a fini par quitter le quartier où elle vivait. Ses agresseurs sont revenus après avoir fait leur peine de prison et la pression de la famille et des amis des agresseurs a fini par pousser la victime au départ. Ce sont des choses compliquées. Je comprends bien la logique de l'interdiction de séjour, mais elle est singulière pour des gens dont la capacité d'aller vivre ailleurs est extrêmement faible.

En ce qui concerne la difficulté à éduquer les enfants, c'est un thème omniprésent dans les discussions des quartiers. Il y a des hiérarchies entre les familles qui éduquent bien leurs enfants et les autres et il y a toujours de longues discussions sur le contrôle des enfants. Les gens ont le sentiment que la consommation passe par les enfants, qui font pression, et que c'est difficile à

contrôler. Mais surtout, toutes les familles du quartier, et pas seulement celles d'origine immigrée, ont le sentiment que les normes populaires d'éducation des enfants ont été délégitimées par les systèmes institutionnels, l'école et les assistantes sociales. Il y a une réflexion à se mener sur ce problème. Je pense qu'une partie de la difficulté est liée au statut des pères et des hommes dans la cité.

En ce qui concerne la question sur le positionnement des institutions entre fusion et distance, une des caractéristiques du fonctionnement du ghetto est qu'on se laisse happer. À force d'y être, les gens finissent par vous considérer comme un des leurs, devant donc réagir comme un des leurs. Une partie des travailleurs sociaux se laisse souvent aspirer par le ghetto. Soit ils finissent par épouser complètement le point de vue des gens du ghetto contre les institutions, soit ils se laissent prendre dans des embrouilles qui peuvent durer des années et dont ils ne se sortent pas. Je n'ai pas de réponse à votre question. Une des dimensions de la perte de crédibilité de l'institution est qu'elle offre peu de contreparties en dehors de la zone grise que j'ai décrite. Elle n'est plus tellement capable d'offrir la réussite sociale et les gens ont le sentiment que, quand il y a réussite sociale, c'est en grande partie en dépit de l'institution, même s'il y a à l'intérieur de cette institution des gens qui ont pu les aider. On le voit dans le rapport aux assistantes sociales, où on utilise le théâtre, la violence et la pression. Pour moi qui ai cinquante ans, c'est un changement spectaculaire. Quand j'étais enfant, on m'a toujours appris le respect de l'institution parce qu'elle allait m'ouvrir le monde. Dans la plupart des cas que j'ai étudiés, les gens ont le sentiment que l'institution leur ferme le monde, qu'elle n'est pas la leur et que ce qu'elle leur donne est de la charité. Elle perd donc sa légitimité politique.

Cela m'amène à la question posée sur le vide politique. Quand je parle de vide politique, je ne parle pas de la politique de la ville, mais du sentiment qu'ont les gens que, politiquement, les institutions ne sont pas les leurs. Par exemple, pendant très longtemps, les ouvriers pensaient que la sécurité sociale était une conquête ouvrière. Historiquement, ce n'est pas le cas, mais cette conviction signifiait que, quand ils recevaient quelque chose, ils considéraient que c'était un droit qu'ils avaient conquis. C'était donc aussi la reconnaissance de leur citoyenneté et de leur appartenance à la communauté nationale. Aujourd'hui, l'assistance sociale n'a pas de signification politique. C'est une charité que fait l'institution et, la plupart du temps, elle est interprétée comme une charité faite pour qu'ils se tiennent tranquilles.

Je pense qu'il en est de même pour la police. Les gens n'ont pas le sentiment que c'est leur police. Ils considèrent qu'elle vient de l'extérieur. Mais les rapports qu'ils ont avec la police sont ambivalents : ils considèrent qu'elle n'est jamais là quand on en a besoin, et, en même temps, qu'elle est là en permanence pour les harceler.

Je ne sais pas répondre à la question de savoir quelle police il faudrait, je ne suis pas spécialiste de ces questions. Je pense que l'enjeu, aujourd'hui, est de rapprocher le monde institutionnel de ces populations. Je trouve assez singulier qu'on soit revenu à la police des années 60 et qu'on n'ait pas essayé de développer ce que les Américains appellent la police communautaire et qu'ils ont créée après les grandes vagues d'émeutes des ghettos de la fin des années 60. Le manque de régulation quotidienne se reporte dans la rancœur que les gens peuvent avoir contre la police et la solidarité qu'ils éprouvent quand même plus ou moins avec les émeutiers. Il est urgent de rapprocher les institutions des gens pour qu'ils considèrent qu'elles sont les leurs.

Martine Lignières-Cassou

Je pense que ça commence par le recrutement.

DL

Ce serait une des dimensions de la solution. Mais il faut bien comprendre que le problème n'est pas seulement avec la police. Dans la cité de Basseau, et c'est loin d'être la seule, toutes les institutions (travailleurs sociaux, enseignants) sont tenues par des blancs qui n'habitent pas le quartier, ce qui renforce les tensions. En même temps, ils ne peuvent pas habiter le quartier. Les assistantes sociales qui essaient d'habiter un quartier sont en permanence sous une pression énorme. Beaucoup militent même depuis des années pour qu'on sorte leurs bureaux des cités. Ce sont quand même des rapports très tendus. Il est difficile de résoudre cela.

Je reste un vieux républicain et je pense que si les institutions de la République n'arrivent pas à gérer les espaces sociaux, il se crée des ghettos, des formes d'organisation collective autonomes et particulières.